

1 Des signes avant-coureurs

Lettre du 12 mars 1928

Ma lettre du 5 mars entretenait votre Excellence de la question du chômage aux États-Unis qui, en dépit des affirmations optimistes du président¹ et du Parti républicain contrarié par tout ce qui jette une ombre sur la prospérité nationale, semble bien prendre un certain développement. [...] Le nombre de chômeurs dans tout le pays serait actuellement de 4 millions, ce qui signifierait qu'un salarié sur dix serait sans emploi. Les grandes villes comme New York et Philadelphie sont spécialement affectées et la situation est devenue telle qu'elle dépasse les forces des associations charitables. [...]

Lettre du 30 mai 1928

Actuellement, les affaires en Amérique ne sont plus conduites sur une base purement économique. La vanité, l'esprit d'émulation, qui sévit partout avec

excès et dénature le caractère des luttes sportives, a également envahi le monde des affaires. Chaque entreprise se propose chaque année d'augmenter le chiffre de ses ventes et tend ses forces souvent au-delà de toute prudence et de tout bon sens pour y parvenir. [...] De grandes entreprises comme *General Motors* essaient actuellement de réagir mais l'esprit insensé de compétition sévit de haut en bas de la machine économique américaine. [...] On finira par atteindre le point de saturation. [...]

Il est certain que si une crise se produisait en Amérique, les ventes de titres qui en seraient la conséquence avec le tempérament spéculatif qui existe ici seraient une catastrophe pour le monde entier. [...] La domination du marché financier par New York est probablement appelée dans l'avenir à déchaîner quelques ouragans.

Paul Claudel, ambassadeur de France à Washington (1927-1933), courriers diplomatiques adressés à Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères.

1. Le président des États-Unis de 1923 à 1929, le républicain Calvin Coolidge, affichait une confiance absolue dans le libéralisme et l'initiative individuelle.

1 La « philosophie » d'un président libéral

Cette campagne est plus qu'un affrontement entre deux hommes, elle est plus qu'un affrontement entre deux partis. Elle est un affrontement entre deux philosophies du gouvernement. L'opposition nous dit qu'il nous faut un changement, qu'il nous faut une nouvelle donne. Ce n'est pas contre le changement résultant du développement normal de la vie nationale que je m'élève, mais contre la proposition de modifier les fondements entiers de notre vie nationale [...] et des principes sur lesquels nous avons construit la Nation. [...]

Il y a une chose que je puis dire sans nul doute, c'est que l'esprit du libéralisme est de créer des hommes libres : ce n'est pas d'imposer une stricte discipline aux hommes. Ce n'est pas l'extension de la bureaucratie. [...] On ne peut pas étendre la maîtrise du gouvernement à la vie quotidienne d'un peuple sans rendre, quelque part, ce gouvernement maître de l'âme et des pensées des gens. [...] Chaque pas dans cette direction empoisonne les racines mêmes du libéralisme. Il empoisonne l'égalité politique, la liberté d'expression, la liberté de la presse et l'égalité des chances. C'est le chemin non pas vers la liberté, mais vers moins de liberté. Le vrai libéralisme se trouve non pas dans l'effort pour répandre la bureaucratie, mais dans l'effort pour lui imposer des limites. [...] Le libéralisme [...] émane de la profonde prise de conscience que l'on ne saurait sacrifier la liberté économique si l'on est censé préserver la liberté politique.

Herbert Hoover, discours électoral, 31 octobre 1931, dans Claude Fohlen, *De la crise à la victoire*, Presses universitaires de Nancy, 1988. Traduit par Christine Laferrière.

2 L'analyse keynésienne de la crise

L'économiste anglais J.M. Keynes, à l'origine d'un courant majeur de pensée économique, propose comme solution à la crise, l'évolution nécessaire du capitalisme libéral.

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. [...]

Il est d'une importance vitale d'attribuer à des organes centraux certains pouvoirs de direction aujourd'hui confiés pour la plupart à l'initiative privée. [...] L'élargissement des fonctions de l'État, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste¹ du XIX^e siècle ou à un financier américain aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle. [...]

Mais aussitôt que les organismes centraux auront réussi à rétablir un volume de production correspondant à une situation aussi voisine que possible du plein emploi, la théorie classique reprendra ses droits.

J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1^{re} éd. 1936, Payot, 1988.

1. Journaliste

4 Épargner ou consommer ?

Il y a beaucoup de gens qui, voulant du bien à leur pays, s'imaginent qu'épargner plus qu'à l'ordinaire est la meilleure chose que leur prochain et eux-mêmes puissent faire pour améliorer la situation générale. [...] Mais dans la situation actuelle, c'est malheureusement faux en tous points. [...] La meilleure estimation que je puisse hasarder est que toutes les fois que vous économisez cinq shillings, vous privez un homme de travail pendant une journée. En épargnant ces cinq shillings, vous contribuez au chômage à raison d'un homme/jour, et ainsi de suite dans cette proportion. Par contre, toutes les fois que vous achetez des marchandises, vous contribuez à multiplier les emplois offerts aux travailleurs, avec cette réserve que les marchandises achetées doivent être britanniques et fabriquées ici si vous tenez à l'amélioration de la situation de l'emploi dans ce pays. [...] En effet, si vous achetez des marchandises, il faut bien que quelqu'un les produise. Et si vous n'en achetez pas, les détaillants ne pourront venir à bout de leurs stocks, ils ne renouvelleront pas leurs commandes, et quelqu'un perdra son travail.

J.M. Keynes, allocution radiodiffusée, 1931, dans *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, 1990.

5 La crise de la jeunesse

Daniel Guérin (1904-1988), militant d'extrême gauche, a effectué deux voyages en Allemagne en 1932 et 1933, qui ont nourri sa réflexion.

En Allemagne, la crise économique qui commence à la fin de 1929 plonge la jeunesse intellectuelle et estudiantine dans la détresse. Les familles ruinées ne peuvent plus payer les frais d'études et les jeunes étudiants n'ont même plus la ressource de travailler de leurs mains. [...]

Le chômage frappe la jeunesse prolétarienne. Déraciné et déclassé, rejeté du processus de production, transformé en parasite, le jeune chômeur se trouve placé dans une condition économique et morale assez semblable à celle du jeune étudiant sans débouché. La solidarité de l'âge rapproche les uns des autres tous ces jeunes gens réduits à la misère et au désespoir. Ils se révoltent contre l'injustice de leur sort, ils exigent un régime dans lequel la jeunesse ne soit plus sacrifiée.

Le phénomène est surtout frappant en Allemagne, où, en 1932, 26 % des sans-travail ont moins de 24 ans. Des quantités de jeunes prolétaires doivent abandonner le foyer paternel, errent dans les rues, sur les grandes routes, sans espoir de retrouver du travail ou même sans avoir jamais travaillé. [...] Et c'est le fascisme qui, jouant habilement de la mystique de la « jeunesse », conquiert non seulement la jeunesse intellectuelle, mais également – et ce qui est plus grave – de nombreux jeunes chômeurs déclassés.

Daniel Guérin, *Sur le fascisme II. Fascisme et grand capital*, 1936, François Maspero, 1969.

